



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAR

Direction
départementale
des territoires
et de la mer
du Var

Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques

ARRÊTÉ PREFECTORAL DU 16 AOUT 2016

**Déclarant la situation d'alerte renforcée sécheresse
dans la zone C
pour les bassins versants des fleuves côtiers,
notamment : Grand Vallat, Reppe, Las, Eygoutier,
Gapeau, Maravenne, Batailler, Vieille, Fenouillet,
Bourrian, Giscle, Préconil**

**LE PREFET DU VAR
Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L211-3, R211-9 et R211-66 à R211-70,

Vu le code de la santé publique,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2215-1,

Vu le décret du Président de la République du 18 septembre 2014, nommant M. Pierre SOUBELET préfet du Var,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 juillet 2016 approuvant le Plan d'Action Sécheresse du département du Var,

Considérant le déficit pluviométrique et les débits dans les cours d'eau des bassins versants des fleuves côtiers, notamment : Grand Vallat, Reppe, Las, Eygoutier, Gapeau, Maravenne, Batailler, Vieille, Fenouillet, Bourrian, Giscle, Préconil constatés à ce jour,

Considérant la nécessité de préserver les usages prioritaires, dont en premier lieu la santé, la sécurité civile, l'approvisionnement en eau potable et la préservation des écosystèmes aquatiques.

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Var,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – ZONE PLACÉE EN ALERTE RENFORCEE

Le seuil d'alerte renforcé est activé dans le département du Var pour la zone suivante définie dans le plan d'action sécheresse:

ZONE C : bassins versants des fleuves côtiers, notamment : Grand Vallat, Reppe, Las, Eygoutier, Gapeau, Maravenne, Batailler, Vieille, Fenouillet, Bourrian, Giscle, Préconil

Sur l'ensemble de la zone placée en alerte, l'utilisation de l'eau est réglementée conformément aux dispositions des articles 3 et 4 du présent arrêté.

Les communes concernées, sur la totalité de leur territoire communal sont :

Bandol, Le Beausset, Belgentier, Bormes les Mimosas, La Cadière d'Azur, Carnoules, Carqueiranne, Le Castellet, Cavalaire, Cogolin, Collobrières, La Crau, La Croix Valmer, Cuers, Evenos, La Farlède, La Garde, Gassin, Grimaud, Hyères les Palmiers, Le Lavandou, La Londe des Maures, Méounes les Montrieux, La Môle, Ollioules, Pierrefeu, Pignans, Plan de la Tour, Le Pradet, Puget Ville, Ramatuelle, Rayol Canadel, Le Revest les Eaux, Sanary sur Mer, La Scyne, Signes, Six Fours, Solliès Pont, Solliès Toucas, Solliès Ville, Saint Cyr sur Mer, Saint Mandrier sur Mer, Saint Tropez, Sainte Maxime, Toulon, La Valette du Var.

ARTICLE 2 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES POUR LES USAGES DE L'EAU

Afin de rappeler la nécessité d'une gestion économe de la ressource en eau et de sa protection vis-à-vis des pollutions et dans un souci de solidarité, les recommandations suivantes s'appliquent à tous :

- Lutte contre les fuites sur les réseaux d'eau potable ou d'eaux brutes (*réseaux, poteaux incendie et bornes de sulfatage, fontaines...*),
- Limitation de la consommation d'eau de façon générale et notamment vigilance sur les usages secondaires (arrosage, nettoyage des voitures, remplissage des piscines...), recherche des fuites, mise en place des systèmes de récupération de l'eau de pluie pour l'arrosage, mise en place de techniques d'arrosage au goutte à goutte....

Les Maires sont invités à porter à la connaissance de leurs administrés, par tous moyens qu'ils jugeront utiles, les économies d'eau pouvant être réalisées. Ils leur rappelleront que l'eau provenant des réseaux d'eau potable publics et privés doit être réservée en priorité à la satisfaction des besoins domestiques.

Sauf nécessité particulière, les essais de vérification de capacité de débit des poteaux incendie effectués par les pompiers seront évités.

Il est rappelé qu'en application de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2016 approuvant le plan d'action sécheresse du département du Var :

- les compteurs ou systèmes de comptage concernant les prélèvements en rivière, gravitairement ou par pompage, ainsi que les prélèvements par forage (*que ce soit en nappe profonde ou en nappe d'accompagnement de cours d'eau*) doivent respecter les mesures suivantes :

- ils doivent être relevés à une fréquence mensuelle du 1^{er} octobre au 30 avril et bimensuelle du 1^{er} mai au 30 septembre (mensuelle pour les ouvrages domestiques),
- la date de relevé du compteur, le fonctionnement ou l'arrêt de l'installation, l'index du compteur et le volume prélevé depuis le précédent relevé doivent être enregistrés sur un registre ou un cahier prévu à cet effet. Ce registre sera présenté à toute réquisition des services de contrôle,

Les compteurs d'arrosage des espaces sportifs de toute nature, des stades et des terrains de golf, et ce quelle que soit l'origine de l'eau (prélèvements en cours d'eau, gravitairement ou par pompage, prélèvements par forage - que ce soit en nappe profonde ou en nappe d'accompagnement de cours d'eau - réseau d'eau communal ou réseau particulier – Société du Canal de Provence, associations syndicales libres ou autorisées... -) doivent respecter les mesures suivantes :

- ils doivent être relevés à une fréquence mensuelle,
- les index doivent être enregistrés sur un registre ou un cahier prévu à cet effet. Ce registre sera présenté à toute réquisition des services de contrôle,

ARTICLE 3 – MESURES DE RESTRICTION DES USAGES DE L'EAU

Les mesures de restriction reprises dans les tableaux suivants s'appliquent aux prélèvements situés dans la zone placée en alerte renforcée.

Les mesures de limitation et de suspension des usages de l'eau indiquées ci-dessous ne concernent pas l'utilisation des eaux usées traitées et recyclées en sortie de stations d'épuration, et qui ont fait l'objet d'une autorisation préfectorale. Cependant, l'utilisation en arrosage est déconseillée pendant les heures de forte évaporation (8h à 20h).

3-1 Mesures de limitation des usages de l'eau hors production agricole

Le tableau 1 ci-après détaille les mesures applicables aux usages de l'eau à des fins non agricoles, en distinguant s'il y a lieu :

- les usages satisfaits à partir d'une ressource autre qu'un prélèvement en cours d'eau par un canal disposant d'un règlement d'arrosage, quelle que soit l'origine de l'eau : réseau d'eau potable, réseau d'eau brute, réserves affectées et retenues collinaires, forage, prélèvement en nappe d'eau souterraine, prélèvement en nappe d'accompagnement de cours d'eau, pompage en cours d'eau.
- celles applicables aux prélèvements en cours d'eau par des canaux, si ceux-ci disposent d'un règlement d'arrosage.

Les mesures de limitations des prélèvements par les canaux sont détaillées dans le tableau 2.

Tableau 1 : Mesures de limitation des usages de l'eau hors production agricole

Usages de l'eau	Origines de l'eau	Mesures de limitation en alerte renforcée	
Arrosage:	Pelouses	Toutes origines sauf canaux	Interdiction d'arrosage à toute heure
		Canaux prélevant dans un cours d'eau	Interdiction d'arrosage à toute heure
	Fleurs et massifs floraux, arbres et arbustes, jardins potagers	Toutes origines, sauf canaux	Interdiction d'arrosage de 8h à 20h *
		Canaux prélevant dans un cours d'eau	Limitation des prélèvements dans le cadre de la gestion du canal
	Stades et espaces sportifs de toute nature	Toutes origines sauf canaux	Interdiction d'arrosage de 8h à 20h *
		Canaux prélevant dans un cours d'eau	Limitation des prélèvements dans le cadre de la gestion du canal
Golfs **	Toutes origines	Réduction des volumes d'eau de moins 60% par une interdiction d'arroser les fairways 7j/7 Interdiction d'arroser les terrains à l'exception des « greens et départs »	
Lavage	Véhicules automobiles	Toutes origines	Lavage de véhicules interdit hors des stations professionnelles de lavage sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou technique (bétonnière...) et pour les organismes liés à la sécurité

Usages de l'eau	Origines de l'eau	Mesures de limitation en alerte renforcée
Bateaux	Toutes origines	Lavage des coques et des ponts interdit hors des stations professionnelles, sauf opération de carénage
Voiries	Toutes origines	Lavage des voiries à grande eau interdit, sauf impératif sanitaire
Piscines	Toutes origines	Le remplissage des piscines (d'un volume total supérieur à 10 m ³) est soumis à autorisation écrite du Maire.
Plans d'eau de loisir	Toutes origines	Le prélèvement d'eau en vue du remplissage ou du maintien du niveau des plans d'eau de loisirs est interdit
Fontaines	Toutes origines	Les fontaines fonctionnant sans recyclage de l'eau devront être fermées. Par exception les fontaines alimentées gravitairement à partir d'une source pourront n'être que partiellement fermées lorsque l'usage de l'eau n'est pas préjudiciable aux milieux aquatiques.
ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement)	Toutes origines	Les ICPE devront respecter les mesures de restriction d'eau en période de sécheresse contenues dans leurs arrêtés préfectoraux. Les ICPE soumises à déclaration devront respecter les arrêtés cadres complémentaires qui seront établis localement afin de préserver la ressource en eau.

* Ces horaires sont valables en période estivale. Hors cette période, ils pourront faire l'objet d'adaptations par les arrêtés préfectoraux de limitation des prélèvements et des usages de l'eau en fonction des horaires de lever et de coucher du soleil.

** Ces mesures peuvent être adaptées selon les contraintes locales pour la préservation de l'alimentation en eau potable.

Pour les golfs, les réserves alimentées par une autre ressource que l'eau potable ou le prélèvement dans les nappes sont librement utilisables.

3-2 Mesures de limitation des prélèvements en cours d'eau par des canaux

Les organisations collectives d'irrigation (syndicats intercommunaux d'irrigation, associations libres, forcées ou autorisées d'arrosage, groupements d'agriculteurs), déposeront en DDTM, pour agrément, dans un délai de 15 jours à partir de la signature de l'arrêté préfectoral approuvant le plan d'action sécheresse du département du Var, un règlement d'arrosage prévoyant des mesures de gestion. Il en sera de même des propriétaires non regroupés en structure.

Ce règlement devra organiser les consommations d'eau de façon à faire ressortir une économie globale journalière de l'eau arrivant en amont de l'ouvrage de prise, comme décrit dans le tableau 2.

Le règlement d'arrosage revêtu du cachet du service chargé de la police de l'eau devra être affiché au siège de l'association et devra pouvoir être présenté sur toute réquisition des gardes et agents chargés du contrôle de l'application du présent arrêté.

Le non-respect des dispositions du présent arrêté pourra entraîner la remise en cause des autorisations de prélèvement, sans préjudice des sanctions prévues par l'article R.216-9 du code de l'environnement.

Les organisations collectives d'irrigation qui n'auront pas déposé de règlement d'arrosage devront néanmoins

respecter et faire respecter par leurs adhérents, dès signature du présent arrêté, les conditions générales de restriction définies dans le tableau 1.

De manière générale, il est rappelé que tous les ouvrages de prélèvement d'eau dans les cours d'eau doivent comporter les dispositifs permettant de maintenir en tout temps, au droit ou à l'aval de l'ouvrage, un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux. Ce débit ne doit pas être inférieur au 1/10^{ème} du module interannuel du cours d'eau.

Si le débit à l'amont immédiat de l'ouvrage est inférieur à ce plancher, c'est l'intégralité de ce débit entrant qui doit être restitué au droit ou à l'aval de l'ouvrage. Le gestionnaire doit pouvoir s'assurer, en cas de fermeture du canal lié à l'abaissement du débit du cours d'eau à l'amont immédiat de l'ouvrage en dessous du 1/10^{ème} module, de la totale neutralisation de son usage.

Tableau 2 : Mesures de limitation des prélèvements en cours d'eau par canaux

	Mesures de limitation en alerte renforcée
Mesures de limitation des prélèvements en cours d'eau par canaux	Diminution de 50% du débit capable autorisé du canal ou, si cela n'est pas possible techniquement, fermeture 12 heures dans la journée avec maintien, <u>en tout temps</u> , d'un débit réservé dans le cours d'eau égal au 10 ^{ème} du module de ce cours d'eau. En cas d'abaissement du débit réservé en dessous du 10 ^{ème} module en amont de la prise d'eau le canal doit être fermé.

3-3 Mesures de limitation des usages de l'eau à des fins de production agricole

Ces mesures ne s'appliquent pas aux organisations collectives d'irrigation qui bénéficient d'une autorisation temporaire de prélèvement délivrée au titre de l'article R214-23 du code de l'environnement, prévoyant des mesures spécifiques de limitation en période de sécheresse.

Ces mesures ne s'appliquent pas aux cultures arrosées par micro aspersion, goutte à goutte, aux cultures en godet et aux semis.

Tableau 3 : Mesures de limitation des usages de l'eau à des fins de production agricole

Origine de l'eau	Mesures de limitation en alerte renforcée
Réseau d'eau potable <i>(rappel : accord de la collectivité concernée requis)</i>	Interdiction d'arrosage entre 8h et 20h*
Forage - prélèvement en nappe d'eau souterraine - prélèvement en nappe d'accompagnement de cours d'eau	
Pompage en cours d'eau	Interdiction d'arrosage entre 8h et 20h * et maintien dans le cours d'eau d'un débit au moins égal à 50% du débit en amont du prélèvement
Eaux brutes provenant de réserves affectées (réserves constituées hors des périodes d'alerte ou de crise)	Interdiction d'arrosage entre 9h et 19h *
Prélèvements en cours d'eau par canaux	Limitation des prélèvements dans le cadre de la gestion du canal

* Ces horaires sont valables en période estivale (juillet et août). Hors cette période, ils pourront faire l'objet d'adaptations par les arrêtés préfectoraux de limitation des prélèvements et des usages de l'eau en fonction des horaires de lever et de coucher du soleil. Si aucune adaptation n'est intervenue, ces horaires restent valables pendant la durée de validité du présent arrêté.

ARTICLE 4 - RAPPELS RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES MESURES

- Il est rappelé qu'en application de l'article L214-18 du code de l'environnement, tout ouvrage de prélèvement dans un cours d'eau doit en permanence, indépendamment des mesures de limitations éventuelles, restituer au cours d'eau au minimum le dixième du module (*débit réservé*) du cours d'eau au droit de l'ouvrage ou le débit à l'amont immédiat si celui-ci est inférieur au dixième du module (*sauf prescriptions existantes plus restrictives*).
- Il est rappelé qu'il est interdit de prélever dans des ouvrages non régulièrement autorisés ou non régularisés.
- Il est bien précisé que les mesures de restriction s'appliquent aussi aux prélèvements (*dont les forages*) des particuliers quelle que soit la profondeur, l'ancienneté ou le régime administratif de ceux-ci.

Les travaux destinés à améliorer l'alimentation des prises d'eau en rivière ainsi que les travaux de réparation des prises d'eau sont soumis à autorisation préalable du service chargé de la police de l'eau.

Les travaux d'entretien des stations d'épuration entraînant un dépassement des normes de rejet sont également interdits sauf autorisation exceptionnelle (*à solliciter auprès du service chargé de la police de l'eau*) ou accident dûment justifié.

ARTICLE 5 - RENFORCEMENT LOCAL DES MESURES

Sur le fondement de la salubrité et de la sécurité publiques, les Maires pourront, à tout moment et en application du code des collectivités territoriales, prendre par arrêté municipal des mesures de restriction au moins aussi contraignantes que celles imposées par le présent arrêté dans l'objectif de satisfaire en priorité l'alimentation en eau potable des populations.

Copies de ces arrêtés devront être envoyées pour information à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

ARTICLE 6 – DUREE D'APPLICATION

Les prescriptions du présent arrêté préfectoral sont applicables dès sa publication.

La validité du présent arrêté est limitée au 30 septembre 2016.

Toute modification de seuil (vigilance, alerte, alerte renforcée et crise) ou le cas échéant le retour à la situation normale se fait par voie d'arrêté préfectoral, sur proposition de la direction départementale des territoires et de la mer.

ARTICLE 7 – SANCTIONS

Le non-respect des mesures édictées au titre du présent plan d'action sécheresse fait encourir au contrevenant une amende de 5^{ème} classe (1.500 Euros). Indépendamment des poursuites pénales, le Préfet peut mettre en demeure l'exploitant ou le propriétaire de satisfaire aux dispositions de l'arrêté.

Ceci ne préjuge pas des infractions qui sont susceptibles d'être constatées au titre de la législation sur l'eau (*notamment articles L 216-6 à L 216-13, L 432-3, L 432-8, L 432-9 du code de l'environnement*).

ARTICLE 8 – RECOURS

Le présent arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 9 – PUBLICATION

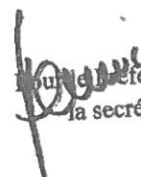
La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Sous-Préfet de BRIGNOLES, le Sous-Préfet de DRAGUIGNAN, les Maires des communes de Bandol, Le Beausset, Belgentier, Bormes les Mimosas, La Cadière d'Azur, Carnoules, Carqueiranne, Le Castellet, Cavalaire, Cogolin, Collobrières, La Crau, La Croix Valmer, Cuers, Evenos, La Farlède, La Garde, Gassin, Grimaud, Hyères les Palmiers, Le Lavandou, La Londe des Maures, Méounes les Montrieux, La Môle, Ollioules, Pierrefeu, Pignans, Plan de la Tour, Le Pradet, Puget Ville, Ramatuelle, Rayol Canadel, Le Revest les Eaux, Sanary sur Mer, La Seyne, Signes, Six Fours, Solliès Pont, Solliès Toucas, Solliès Ville, Saint Cyr sur Mer, Saint Mandrier sur Mer, Saint Tropez, Sainte Maxime, Toulon, La Valette du Var, le Commandant du Groupement de Gendarmerie, le Directeur Départemental de Sécurité Publique, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement PACA, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, Madame la Directrice Départementale de la Protection des Populations, le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé, le Chef du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Les Maires afficheront cet arrêté en mairie et en des points choisis par eux assurant sa plus large diffusion au public.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Mention en est insérée en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département. L'arrêté sera consultable dans les mairies ainsi que sur le site Internet de la préfecture. Sa diffusion sera également assurée sur le site national PROPLUVIA.

Copie de cet arrêté sera adressée pour information à M. le Préfet coordonnateur du Bassin Rhône-Méditerranée, M. le préfet de la région Provence Alpes Côte d'Azur, M. le Préfet des Alpes de Haute-Provence, M. le Préfet des Alpes-Maritimes, M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, M. le Préfet de Vaucluse et M. le Préfet Maritime de la Méditerranée.

Le Préfet,


pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,

Sylvie HOUSPIC